

QU'IL EST LONG LE CHEMIN VERS L'ÉQUITÉ...

Dominique LAFONTAINE
Service de Pédagogie Expérimentale
ULg

Contexte

La Communauté française de Belgique, avec 31 autres pays, a pris part au PISA (Programme international de l'Ocdé pour le suivi des acquis des élèves de 15 ans) en 2000. Cette enquête porte sur les compétences des élèves dans trois domaines, la lecture/écriture (« littératie »), les mathématiques et les sciences. A côté de l'évaluation des compétences, des informations ont été recueillies par questionnaire auprès des élèves et des directions d'établissement, qui permettent de mettre en relation le niveau de compétences des élèves et les contextes (familial, scolaire) dans lesquels ils évoluent. Les informations sur le statut socio-professionnel des parents, leur niveau d'études, les pratiques socio-culturelles dans la famille permettent d'aborder la question de l'équité éducative d'une façon nuancée sur le plan international. La population concernée – les jeunes de 15 ans – sont évalués à l'endroit de leurs études où ils sont parvenus. Selon les pays, la concentration des jeunes dans des niveaux et des formes d'enseignement communs est évidemment variable et cette enquête offre donc la possibilité de mesurer l'impact d'une organisation « compréhensive » versus une organisation « sélective » (du type de celle que nous connaissons) en termes d'efficacité et d'équité des apprentissages.

Principaux résultats

Nous passerons rapidement sur la valeur des scores moyens pour nous concentrer sur les indices de dispersion révélateurs d'inéquités. Dans le domaine de la lecture, la Communauté française de Belgique se classe légèrement en dessous de la moyenne des pays de l'Ocdé ; en mathématiques, le score est proche de la moyenne internationale ; en sciences, le score est sensiblement en dessous de la moyenne.

L'analyse se focalisera sur les résultats en lecture, car la lecture constituait le domaine majeur du PISA. Au départ de l'ensemble du test de lecture, six niveaux de compétences ont été établis. Comment se répartissent les élèves de la Communauté française de Belgique sur ces six niveaux ?

- Un peu moins de 30 % des élèves de 15 ans possèdent des compétences de haut niveau. C'est un tout petit peu moins que la moyenne des pays de l'Ocdé (31 %), mais ce n'est pas négligeable. Ces jeunes sont capables de comprendre et d'interpréter dans le détail ou avec finesse des textes ou documents complexes, ou encore de porter à leur égard un jugement critique bien argumenté.
- Quarante-quatre pour-cent des jeunes ont des compétences intermédiaires, que l'on peut juger globalement satisfaisantes à l'aune des standards en Communauté française de Belgique. C'est sensiblement moins que dans la moyenne des pays de l'Ocdé (44 % en Communauté française de Belgique, 50 % pour la moyenne Ocdé)
- Enfin, 28 % des jeunes ont des compétences en lecture faibles ou très faibles. Ils ne sont capables d'accomplir que les tâches les plus simples, par exemple repérer une information

dans un document court et sans difficulté particulière. Cette proportion d'élèves très faibles est beaucoup plus importante (28 %) que dans la moyenne des pays de l'Ocdé (18 %).

Ce qui frappe en Communauté française de Belgique, c'est l'ampleur de la dispersion des résultats. La Communauté française de Belgique est, avec l'Allemagne, le système éducatif où l'hétérogénéité des performances est la plus accentuée et où coexistent ainsi un groupe assez nombreux d'élèves très compétents et un groupe important d'élèves de 15 ans aux compétences très faibles.

Les élèves en grande difficulté, comme on peut s'y attendre, présentent des profils particuliers. Ainsi, si l'on examine les résultats des groupes d'élèves en fonction de leur parcours scolaire, on constate que les élèves en retard scolaire d'un an (ils sont 34 % dans l'échantillon PISA) et a fortiori ceux en retard de 2 ou 3 ans (9 %), de même que les élèves de l'enseignement professionnel et du 1^{er} degré, ont des résultats dramatiquement faibles. De considérables différences de performances sont également observées en fonction de l'établissement fréquenté.

La présence d'un nombre massif d'élèves en retard scolaire constitue à n'en point douter un facteur de poids qui tire vers le bas la moyenne de la Communauté. Pour donner une mesure de l'ampleur des écarts, le score en lecture des élèves à l'heure est exactement à la hauteur du score moyen de la Flandre (c'est-à-dire près de la tête du classement) ; en revanche, le score des élèves de 3^e (en retard d'un an) est inférieur à celui du Mexique, classé avant-dernier. Les écarts entre groupes d'élèves à l'intérieur de la Communauté française sont de loin supérieurs aux écarts constatés entre pays. Ainsi, l'écart entre la Communauté française et la France sur l'échelle de scores standardisés (moyenne = 500, écart type = 100) est de 29 points, celui avec la Flandre, de 56 points ; l'écart entre les élèves à l'heure et les élèves en retard d'un an en Communauté française est quant à lui de 120 points.

Le fait qu'une même tendance de fond – disparités de performances importantes et influence marquée du parcours scolaire - s'observe dans les trois domaines évalués dans PISA tend à orienter une partie importante de l'explication vers la structure du système éducatif (redoublement, filières, disparités entre écoles) qui, à l'évidence, n'œuvre pas en faveur d'une réduction de l'hétérogénéité des performances.

D'autres analyses montrent qu'il existe aussi dans les trois domaines d'importantes différences de performances :

- en fonction de l'origine ethnique de l'élève (élèves d'origine belge ou étrangère) et de la langue habituellement parlée à la maison ;
- en fonction du niveau d'éducation de la mère ;
- en fonction de la profession exercée par les parents.

Au travers de ces quelques analyses, une caractéristique de notre système éducatif se dégage : les catégories d'élèves « vulnérables » ou « à risques », compte tenu de leurs caractéristiques socio-démographiques ou d'environnement familial (statut socio-professionnel des parents, niveau d'éducation de la mère, jeunes immigrés...) encourraient un risque plus élevé que dans la majorité des autres systèmes éducatifs de figurer parmi les élèves les plus faibles. Une des faiblesses caractéristiques de notre système serait **son impuissance à enrayer les risques d'échec auxquels sont exposés les élèves les plus vulnérables ou, en d'autres termes, à compenser les inégalités sociales de départ.**

Les pays où l'incidence de l'origine sociale sur les performances en lecture se marque de la façon la plus forte – la Communauté française, la Suisse, l'Allemagne, le Luxembourg et la Communauté flamande – ont en commun une structure du système éducatif qui contribue à homogénéiser les groupes d'élèves en fonction de leurs aptitudes par différents dispositifs (redoublement, orientation précoce vers des filières, libre choix de l'école, classes de niveau...). En partie délibérée, en partie résultant des jeux des acteurs sur le marché scolaire, cette homogénéisation en fonction de l'aptitude est aussi, en grande partie, une homogénéisation à caractère social et un vecteur assez manifeste d'inéquité. Les pays qui, par une démarche volontariste telle que l'instauration d'une véritable promotion automatique, l'imposition d'un tronc commun jusqu'à 15 ans ou l'imposition d'une carte scolaire, maintiennent plus d'hétérogénéité dans les groupes d'élèves (par exemple l'Espagne ou la France) réussissent à éviter, mieux que ne le fait la Communauté française, que ne se creuse le fossé entre les élèves d'origine sociale plus favorisée et moins favorisée.